

Dix ans après : l'Afrique et Politique africaine

NOUS fêtons le dixième anniversaire de notre Revue à un moment où l'Afrique noire paraît plus que jamais en déroute, malgré les espoirs, en points d'interrogation, qu'y suscitent çà et là les nouvelles demandes démocratiques et les évolutions récentes qui semblent se dessiner en Afrique australe. L'afropessimisme, version actualisée du cartiérisme, fait des progrès et des ravages dans l'opinion occidentale. Il s'alimente plus ou moins confusément d'un mythe qui resurgit du fond de notre histoire : celui d'une Afrique damnée (souvenons-nous de la malédiction de Cham chère aux premiers missionnaires) ou tout au moins réfractaire à toutes les lumières de la civilisation et de la modernisation. Afrique famélique et endettée, Afrique gangrénée par des maladies mystérieuses et ruinée par des tyrans corrompus et des luttes tribales sanguinaires. Ce discours alarmiste, dont E. le Bris et F. Gendreau démontent les mécanismes dans ce numéro, s'appuie aussi sur la crispation de l'Occident sur sa propre identité et sur ses richesses que ces Autres convoiteraient. Les combattants des bonnes causes eux-mêmes — il y en a toujours — auraient plutôt tendance à détourner leur regard d'un continent perdu, pour le diriger vers leurs frères de l'Est, quand même plus présentables.

Nous serions-nous trompés, nous qui, dès la première livraison de *Politique africaine*, expliquions que l'Afrique, en dépit des apparences, avait bel et bien « une vie politique pleine et authentique » et que, loin d'être inerte, elle produisait de l'innovation ?

Telle est la question à laquelle nous avons tenté de répondre dans ce numéro anniversaire. La réalité africaine a-t-elle eu raison de nos enthousiasmes, de notre application constante à découvrir la richesse sociologique d'un continent dont les dynamiques

nous frappaient ? Celles-ci n'étaient-elles que les soubresauts d'un moribond ? Les ONG et l'Abbé Pierre, avec tout le respect qu'on leur doit, ou le FMI et la Banque mondiale, dont les initiatives sont loin d'être toutes négatives, seraient-ils les seules voies de salut ? Nous qui pensions que les « modes populaires d'action politique » portaient des virtualités insoupçonnées, capables de façonner une vraie « société civile »...

Notre anniversaire est donc l'occasion d'un examen approfondi à la fois des situations africaines et de notre propre démarche. Dans cette perspective, nous avons demandé à quelques-uns de nos « intellectuels organiques » de faire le point sur un certain nombre de grands dossiers. Que recouvre une institution étatique largement délabrée et que signifie la violence qui l'entache si souvent ? Comment l'Afrique vit-elle les grandes restructurations économiques et sociales, internes et externes ? Où en est la création culturelle africaine ? Que signifie ce « retour » spectaculaire du religieux sur la scène sociale et politique ? Comment la France réagit-elle à ces crises africaines ?

Au premier abord, ainsi que le montrent nos auteurs, on ne peut qu'admettre que l'Afrique est, comme dit une chanson, « conjoncturée ». La crise est profonde et omniprésente.

Les États africains apparaissent à bien des égards comme des greffes artificielles sur des sociétés dont ils sont coupés. Au lieu de promouvoir le développement, ils ont servi à l'enrichissement de leurs propres dirigeants ; et cette accumulation s'est souvent effectuée dans la coercition. Le désordre urbain, l'explosion démographique, la sous-alimentation ne sont pas jugulés. Les cultures d'exportation ne font plus recette. L'éducation est sinistrée et les créateurs (artistes, écrivains) malmenés par les pouvoirs en place. L'Afrique est marginalisée dans les relations internationales, et ses organisations régionales ne fonctionnent guère. Elle n'intéresse plus que les puissances de second rang (la France...). Face à ce « mal », la religion apparaît à beaucoup d'Africains comme le seul recours possible.

Mais on conviendra que ce constat est insuffisant. Il arrange ceux que le Tiers monde dérange ou ceux qui refusent de remettre en question leurs savoirs et leurs pratiques. Il conforte un exotisme morbide. Il rassure ceux qui n'ont jamais compris qu'il puisse exister d'autres voies que celles de l'Occident. Se défaire de cette vision pathologique et ethnocentrique de l'Afrique est essentiel. Il ne s'agit pas de nier les évidences, ni d'excuser, au nom du relativisme culturel, les dérèglements et les oppressions dont

souffre l'Afrique ; mais bien plutôt de repérer et d'expliquer ce que J.-F. Bayart appelle « la fabrique sociale et culturelle africaine » (1). Tel fut le projet initial de *Politique africaine* ; tel est le souci qui anime ce numéro.

Deux séries d'observations ressortent sur ce point de nos analyses.

En premier lieu, il faut le dire et le redire, on a trop souvent présenté l'Afrique par la négative, c'est-à-dire par ce qu'elle n'est pas par comparaison aux normes occidentales de l'État, du marché ou du développement par exemple, ainsi que nous le rappelle fort à propos A. Mbembe. Il importe plus que jamais de renverser cette perspective et de s'intéresser au mouvement des sociétés africaines, car, comme l'écrivent B. Badie et G. Hermet dans un livre récent, l'importation de modèles n'a jamais abouti à une imitation pure et simple, mais plutôt à un « modèle nouveau et inédit » (2).

Il faut certes se garder, comme l'indique G. Courade à propos de l'agriculture, de s'extasier devant « les étonnantes capacités d'innovation » des sociétés africaines, car, nous dit-il, il reste encore beaucoup à faire pour que leur « débrouillardise se transforme en miracle économique italien » ; ou encore, par exemple, d'ériger les échanges internationaux informels (les « modes populaires d'action internationale » de B. Contamin et F. Constantin) en modèles économiques de remplacement, ne serait-ce que par ce qu'ils peuvent aussi être, nous disent D. Bach et O. Vallée, « l'expression de stratégies étatiques ». Mais nous devons en même temps reconnaître que le réaménagement de l'État dont parle J.-F. Médard, ou du marché, la promotion du pluralisme politique ou de l'initiative privée seraient une coquille vide ou une nouvelle mise en tutelle s'ils ne prenaient pas langue avec ces productions africaines. L'État africain, nous dit D. Darbon, et l'on pourrait en dire autant de l'économie, est « illusoire » et « congestionné », justement parce qu'il n'est pas un organe de négociation avec les diversités créatrices des sociétés africaines. Encore faut-il pouvoir identifier celles-ci.

Là est justement — c'est la deuxième observation — la tâche des africanistes. Cela n'est pas toujours aisé, ainsi que le montrent R. Otayek et C. Toulabor à propos des innovations et contestations religieuses. Les sciences sociales sont plutôt désarmées

(1) J.-F. Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, p. 35 (« L'espace du politique »).

(2) B. Badie et G. Hermet, *Politique comparée*, Paris, PUF (collection « Thémis »), 1990, p. 128.

face à des phénomènes un peu trop vite assimilés à une modernité mal digérée, alors qu'ils expriment des constructions plus complexes. La crise de l'Afrique renvoie donc inévitablement à celle de l'africanisme. L'intelligence que nous avons des formations africaines est encore, remarque A. Mbembe, insuffisante parce que les questions sont mal posées et que la « longue durée » n'est pas suffisamment prise en compte.

Mais on ne peut relever ce défi théorique et méthodologique sans toucher au dispositif actuel des études africaines, en France notamment. Et l'on suit tout à fait A. Ricard lorsqu'il développe une telle argumentation. Les clivages disciplinaires, régis par des corporatismes vieillots, constituent l'obstacle majeur à un renouveau de l'africanisme. Ils engendrent des tribalismes stériles et frileux et s'avèrent incapables de saisir dans leur luxuriance les initiatives africaines. Non seulement certaines disciplines sont-elles les parents pauvres de la recherche africaniste (comme la linguistique, marginalisée ou folklorisée par nos fantasmes de franco-phonie), mais surtout il n'existe pas en France de structures de formation et de recherche vraiment pluridisciplinaires, comme en Grande-Bretagne, en Allemagne ou aux USA. Chacun vénère son propre fétiche.

On peut enfin ajouter avec J.-F. Bayart que le manque d'audace de la politique africaine de la France, qui assiste avec une « indifférence paresseuse » aux mutations de « son » monde africain, n'est pas de nature à stimuler une mise à plat de notre vision du continent. Or l'on sait bien que l'avenir des relations franco-africaines est lié à un tel *aggiornamento* à la fois méthodologique et idéologique.

Politique africaine, avec quelquefois ses errements et ses incertitudes, s'est efforcée à son modeste niveau de mettre en débat ces grandes questions. Nous continuerons, car il est plus que jamais nécessaire de comprendre l'Afrique et les Africains autrement.

C.C.

Dossier thématique coordonné par Christian Coulon.